

Burundi : l'ex-président Pierre Buyoya «stupéfait» par le mandat d'arrêt qui le vise

RFI, 02-12-2018 Le Burundi a lancé un mandat d'arrêt contre Pierre Buyoya. L'ancien chef de l'Etat burundais, qui est aujourd'hui au service de l'Union africaine, a publié ce dimanche 2 décembre un communiqué dans lequel il fait part de sa stupéfaction.

« Tout laisse à penser qu'il s'agit d'une simple manipulation politique », résume Pierre Buyoya. L'ancien président burundais, qui avait cédé le pouvoir à Melchior Ndadaye en 1993 avant de reprendre la tête du pays trois ans plus tard en pleine guerre civile, s'étonne aujourd'hui de voir resurgir cette affaire, 25 ans après l'assassinat du président Ndadaye. Pierre Buyoya constate que la réouverture du dossier intervient au moment où, dit-il, « le gouvernement a choisi de s'emmurer délibérément dans le refus du dialogue ». Pour l'ancien président, « la justice risque, une fois de plus, d'être instrumentalisée au risque de ramener le pays dans les haines ethniques. » Pierre Buyoya ajoute : « il serait difficile d'imaginer que le régime soit à même de mener une procédure judiciaire avec un minimum de garanties et de crédibilité. » Mais outre Pierre Buyoya, les mandats d'arrêt internationaux lancés par la justice burundaise visent 16 autres personnalités, des militaires et des membres du parti Uprona. La formation d'opposition dénonce une manipulation de la part du pouvoir. Charles Nditijé, ex-dirigeant de l'Uprona, estime que le président Nkurunziza tente aussi de se positionner comme le défenseur des Hutus en jouant sur la corde ethnique. « Ce qui est très surprenant aussi, c'est que ce soit uniquement le dossier du président Ndadaye sans qu'on daigne penser aux victimes qui, par centaines de milliers, ont été fauchées dans la foulée de la mort du président Ndadaye. Et c'était essentiellement des Tutsis. Donc ce n'est pas du tout une volonté de faire justice. » Samedi, l'Union africaine a appelé le gouvernement burundais à éviter toute mesure de nature à nuire à la recherche d'un consensus sur la crise actuelle. Les autorités de Bujumbura n'ont pas réagi, mais leur ambassadeur aux Nations unies a demandé dans un tweet à la communauté internationale « de ne pas infantiliser le Burundi en s'ingérant dans ses affaires politiques. »

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});